



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

## ARRÊTÉ

du 24/6/2013

mettant la société EST Granulats en demeure de respecter les prescriptions de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 autorisant l'exploitation de la carrière et des autres installations classées situées à Gerstheim et les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières

Le Préfet de la région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 à L.171-11, L.511-1, L.512-1, L.512-5, L.514-1, L.514-6 et R.512-28 à R.512-32, R.514-3-1 ;

VU le code minier et notamment ses articles L.100-2, L.311-1, L.341-1 et L.342-1 à L.342-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et notamment ses articles 4, 13, 15, 18 et 24 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 autorisant la société EST Granulats à exploiter une carrière et des installations de traitement des matériaux de carrières à Gerstheim, et notamment les articles 7, 8, 14, 15 et 17 de son annexe I ;

VU le procès-verbal d'infractions du 3 juin 2013 ;

VU le rapport, transmis à l'exploitant, de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, en date du 3 juin 2013 ;

CONSIDERANT que la société EST Granulats a été autorisée à exploiter une carrière et des installations associées, connexes ou annexes, classées ou non, situées à Gerstheim ;

CONSIDERANT qu'il n'existe pas, sur chacune des voies d'accès à la carrière, des panneaux qui indiquent en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté, en méconnaissance des dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé et en méconnaissance des dispositions de l'article 7 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 susvisé ;

CONSIDERANT que le plan d'eau de la carrière est une zone dangereuse en raison du risque de noyade ; que tous les accès au plan d'eau ne sont pas interdits par une clôture efficace ou par un dispositif équivalent, en méconnaissance des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé et en méconnaissance des dispositions de l'article 8 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 susvisé ;

CONSIDERANT que les profils du plan d'eau ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées avec le plan d'exploitation, en méconnaissance des dispositions de l'article 15 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 susvisé ;

CONSIDERANT que le plan d'exploitation de la carrière ne mentionne pas toutes les informations demandées, notamment la position des dispositifs de clôture, l'étendue des zones décapées, l'emplacement des stockages des terres de découverte, les zones remises en état et les limites des phases d'exploitation, en méconnaissance des dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé et en méconnaissance des dispositions de l'article 14 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 susvisé ;

CONSIDERANT que l'aire de ravitaillement des engins n'est pas entourée par un caniveau en méconnaissance des dispositions de l'article 18.1.I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ; qu'en l'absence de caniveau, les eaux pluviales ou les liquides résiduels qui ruissellent sur l'aire de ravitaillement ne sont pas totalement récupérés en un point bas étanche ;

CONSIDERANT qu'il existe dans les ateliers et à l'extérieur des ateliers, sur l'aire de ravitaillement des engins ou à proximité de cette aire, des stockages de liquides susceptibles de polluer les eaux ou les sols ; que ces stockages ne sont pas tous associés à une capacité de rétention dans les conditions fixées par l'article 18.1.II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé et par l'article 17 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 susvisé ;

CONSIDERANT que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** La société EST Granulats, RCS Strasbourg TI 946 150 307 (2006 B 5263), dont le siège social se trouve situé Espace Plein Sud II – 12 B, rue des Hérons à Entzheim (67960), représentée par la société présidente HOLCIM Granulats France, dont Monsieur François PETRY est le représentant légal, est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles 7, 8, 14, 15 et 17 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 susvisé et les dispositions des articles 4, 13, 15 et 18 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé :

- Toutes les voies d'accès à la carrière doivent comporter des panneaux qui indiquent en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté,
- L'accès de toute zone dangereuse de la carrière doit être interdit par une clôture efficace ou par tout autre dispositif équivalent,
- L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan qui comporte toutes les informations énumérées à l'article 14 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 précité,
- L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avec le plan d'exploitation, les profils du plan d'eau de la carrière,
- Tous les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols doivent être associés à des capacités de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
  - 50 % de la capacité des réservoirs associés.Lorsqu'un stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.
- L'aire de ravitaillement des engins de chantier doit être entourée par un caniveau et doit être reliée à un point bas étanche qui permet la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

**Article 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

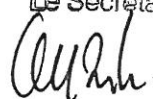
**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société EST Granulats par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Gerstheim.

Le Préfet,

P. le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Christian NIGUET

**Délais et voies de recours**

Article R.514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.